

**Note pour information à destination de l'ensemble des agents**

**Modalités de prise en charge du Ticket mobilité**

Dans la continuité des mesures prises pour favoriser la « mobilité partout et pour tous » et compte-tenu de la présence de « zones blanches de mobilité » sur notre territoire, il est proposé d'apporter une aide financière à la mobilité des agents dépendants de la voiture pour effectuer leurs déplacements domicile-travail (ticket mobilité).

Le « ticket mobilité » consiste en une aide mensuelle de 30 € (applicable 11 mois sur 12 – sauf en août) destinée à soutenir financièrement les agents de la Région dépendant de leur voiture pour se rendre sur leur lieu de travail.

Ce montant déchargé et défiscalisé apparaîtra sur la fiche de paie de l'agent.

Ce dispositif répond à deux objectifs principaux :

- Apporter une réponse transitoire à certains besoins de déplacements en zone blanche de mobilité (c'est-à-dire non couverte par du transport en commun), donc essentiellement en secteur très peu dense ;
- Apporter un soutien au pouvoir d'achat des habitants pour les déplacements domicile-travail qu'ils doivent accomplir en véhicule personnel en l'absence de transport collectif.

Le ticket mobilité est conçu comme un dispositif temporaire dans l'attente de la mise en œuvre de solutions de mobilités alternatives nouvelles ou de la généralisation d'un système de covoiturage organisé et subventionné en région (système qui sera expérimenté au second semestre 2019 pour une durée de six mois et qui, sous réserve de conclusions satisfaisantes pourrait être progressivement généralisé à partir de 2020).

Le maintien dans le temps du ticket mobilité, qui est applicable à compter de juin 2019, est conditionné à l'absence de mise en œuvre effective de solutions de mobilités alternatives sur les axes de déplacement.

**Critères d'éligibilité**

Pour être éligible à cette aide de 30 € par mois, plusieurs critères sont requis. Ainsi, il faut :

- Etre fonctionnaire ou avoir signé un contrat d'une durée minimum d'un mois,
- Percevoir un traitement indiciaire plus primes égal ou inférieur à 2 fois le smic brut,
- Avoir un déplacement domicile-travail de 30 km minimum (60 km minimum aller-retour),
- Ne pas avoir accès à un moyen de transports publics ou, si c'est le cas le trajet doit être égal ou supérieur à une durée de 1 h (pour un trajet) tel que défini par le site Mobigo.
- Dans tous les cas, le ticket mobilité n'est pas cumulable avec la prise en charge d'un abonnement au titre du plan de déplacement domicile-travail (PDA ou PDE).

Cas des apprentis : ils sont rendus éligibles à hauteur de 50 % du montant du ticket (soit 15 € / mois). Cette aide peut être cumulée avec l'aide financière régionale déjà apportée pour les déplacements vers un CFA ou une section d'apprentissage (applicable dès lors que la distance domicile/lieu de formation excède 16 km et dont le montant dépend de la distance parcourue, du salaire perçu et du niveau de formation).

La prise en charge du ticket mobilité est suspendue si l'agent éligible se trouve pendant l'intégralité du mois concerné en :

- arrêt maladie (quelle que soit sa nature : maladie ordinaire, longue maladie, grave maladie ou congé de longue durée),
- congé de maternité ou d'adoption,
- congé de paternité et de présence parentale,
- congé de formation professionnelle,
- congé de formation syndicale,
- congé de solidarité familiale,
- congé bonifié,
- congé annuel pris au titre du compte épargne-temps.

Dans tous les cas, la prise en charge est suspendue au mois d'août.

Si vous remplissez ces conditions, il vous appartient de renseigner le formulaire de demande d'aide au titre du Ticket mobilité (en annexe) et également disponible en téléchargement sur l'intranet rubrique DRH.

Gilles Da Costa  
Directeur général des services

Pour la Présidente et par délégation,  
Le Directeur Général des Services,

Gilles DA COSTA